



Plus de 2/3 des Français estiment que le Département est un échelon déterminant pour réussir la relance et affronter les défis à venir

Enquête Ifop sur l'image des Départements auprès des Français

Alors que les Départements s'apprêtent à investir le débat présidentiel, François Sauvadet, Président de l'Assemblée des Départements de France a souhaité profiter des Assises pour interroger les Français sur l'image et ce qu'ils attendent des Départements, au travers d'une enquête Ifop réalisée les 16 et 17 novembre derniers. Les résultats témoignent de la confiance des Français envers les Départements et de leur désir d'approfondissement de la décentralisation, au plus près de leurs besoins.

Menée par questionnaire auto-administré, auprès d'un échantillon de 1510 personnes de plus de 18 ans, cette enquête reflète la bonne perception par les citoyens de l'action départementale mais également leur désir de voir se profiler un nouvel élan de décentralisation qui soit basée sur la confiance entre les acteurs, la cohérence des compétences et la collaboration entre les échelons.

Le Département est reconnu dans son rôle d'échelon de proximité, œuvrant pour le bien-être des citoyens, tout au long de leur vie

Près de 80% des Français sont attachés à leur Département et notamment les 25-34 ans, qui figurent parmi les tranches d'âges les plus représentées.

Au-delà de l'attachement, ce sont près de $\frac{3}{4}$ des Français qui se disent convaincus que les Départements peuvent répondre à leurs besoins. En effet, l'évaluation de l'action de cet échelon dont les missions de solidarités sont prédominantes est largement positive. L'enquête permet de constater d'ailleurs que ceux qui peuvent bénéficier de manière directe de l'action des Départements ont bien identifié cet acteur. En témoigne la corrélation observée entre l'estimation de l'utilité des conseils départementaux et le niveau de vie des Français : 67% des catégories supérieures estiment l'action des Départements utile, contre 75% des catégories intermédiaires et 75% des catégories populaires. Ce sentiment est renforcé par l'observation que les plus modestes sont les mieux informées quant aux compétences dévolues aux collectivités territoriales (40%) contre le reste de la population qui discerne mal la répartition.

Cette identification est également faite par les populations plus jeunes, notamment les 18-24 ans qui sont la tranche d'âge ayant la meilleure connaissance de la répartition des compétences entre les différents échelons territoriaux.

Les Français ne sont pas satisfaits du système actuel et réclament une réelle décentralisation qui soit cohérente et territorialisée

A l'instar des élus départementaux, on observe le même élan chez les citoyens, en faveur d'une plus grande décentralisation. Près de la moitié des Français sont favorables à un élargissement des compétences confiées aux Départements (46%). Cette volonté, qui date de plusieurs années, s'est intensifiée avec le temps (+ 6% depuis mars 2005).

Les Français désirent même aller plus loin puisque 93% d'entre eux souhaitent que les élus départementaux soient écoutés et associés aux décisions par le prochain Président de la République. On constate de surcroît que les citoyens font davantage confiance aux Présidents de Départements (47%) qu'aux Préfets (39%) représentants directs de l'Etat.

On observe une réelle demande de clarification des missions attribuées aux acteurs territoriaux mais également de pédagogie sur les rôles de chacun. Plus de 2/3 des Français jugent en effet floue la répartition des compétences entre l'État et les différentes collectivités locales. Le degré de confusion semble par ailleurs progresser avec l'âge.

90% des Français attendent davantage de territorialisation des réglementations et politiques publiques. Ils ne sont pas satisfaits du système centralisé actuel qui fait appliquer des règlements dictés depuis Paris de façon uniforme sur les territoires. Ils souhaitent également que les Départements aient la capacité d'adapter les directives du gouvernement à la spécificité de leur territoire.

Enfin, 90% d'entre eux attendent également une meilleure collaboration entre les échelons territoriaux, notamment entre les Départements et les Régions.

« Je constate comme vous, que nous avons vécu une forme de recentralisation de nos politiques, totalement à contre-courant de la volonté populaire. Cette enquête reflète bien le réel désir des Français de voir territorialiser les politiques publiques, de voir les collectivités locales en capacité de reprendre le contrôle des missions qui leurs sont confiées, avec une réelle liberté d'action, avec de vrais moyens. Nous sommes armés pour répondre à ces défis, et les citoyens le savent. Nous attendons de l'Etat qu'il assume ses missions, et qu'il nous laisse assumer les nôtres ».

François Sauvadet, Président de l'ADF et du Département de la Côte d'Or

Les Départements en première ligne pour relever les défis à venir

Plus de 2/3 des Français estiment que le Département est un échelon déterminant pour réussir la relance et la gestion des nombreux défis à relever. Près de la moitié d'entre eux désire d'ailleurs que les Départements puissent être plus actifs en matière économique pour peser sur le plan de relance (47%).

Parmi les priorités énoncées par les Français, figure en première place l'action en faveur des personnes âgées (33%), puis le soutien au développement économique et à l'emploi (31%)

et enfin la protection de l'environnement (30%). On observe également une forte attente des sondés sur le réseau routier (28%).

Les enjeux sur lesquels les Français considèrent les Départements comme les plus légitimes pour œuvrer témoignent de leur pertinence en tant qu'échelon de proximité : égalité d'accès aux services publics dans les territoires (26%) ; promotion des circuits courts (16%) ; protection de la jeunesse.

Les Départements sont également attendus sur les enjeux de l'avenir : développement d'une alimentation responsable et notamment des circuits courts (16%) ; accompagnement dans la prévention et l'anticipation des nouveaux risques liés au changement climatique (11%) et développement des énergies renouvelables (11%).

Pour plus d'informations : <https://www.ain.fr/assisesdesdepartements/>

A PROPOS DE L'ADF :

L'Assemblée des Départements de France (ADF) est une association pluraliste qui réunit les Présidents des 102 collectivités adhérentes, dont 95 Départements et 7 collectivités territoriales à compétences départementales.

Elle remplit une triple mission :

- Représenter les Départements auprès des pouvoirs publics,
- Constituer un centre de ressources permanent pour les Conseils départementaux,
- Offrir aux élus départementaux les moyens de confronter leurs idées, d'échanger leurs expériences et d'arrêter des positions communes sur les grands dossiers nationaux.

Contact presse ADF – agence Epoka

Anne d'Andigné – aandigne@epoka.fr – 07 81 56 68 35

Brice Chauveau – bchauveau@epoka.fr – 06 31 55 66 70

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos informations, cliquez [ici](#)